

Maillages territoriaux et replis identitaires : enjeux et déclinaisons de gouvernance de l'identité ethno-régionale sur la scène politique camerounaise

Erick Sourna Loumtouang, Alain Hugues Obame

► To cite this version:

Erick Sourna Loumtouang, Alain Hugues Obame. Maillages territoriaux et replis identitaires : enjeux et déclinaisons de gouvernance de l'identité ethno-régionale sur la scène politique camerounaise . Maillages territoriaux, Démocratie et Election, Jan 2016, Monatir, Tunisie. Maillages territoriaux, Démocratie et Election, recueil de proceedings, 2016. <hal-01523126>

HAL Id: hal-01523126

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01523126>

Submitted on 20 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Maillages territoriaux, Démocratie et Élection

Recueil de proceedings

Monastir 2016

Colloque International

15-16 janvier

MAILLAGES

ÉLECTIONS

INÉGALITÉS



université
**PARIS
DIDEROT**
PARIS 7



RIATE



SYFACTE

**UNIVERSITÉ
DE ROUEN**



UPEC
Connaissance - Action

UNIVERSITÉ
PARIS EST CRÉTEIL
VAL DE MARNE

Lab'URBA
Université Paris-Est

Maillages territoriaux, Démocratie et Election

Recueil de proceedings

*Monastir 2016
Colloque International
15-16 janvier*

Edité par Hadrossek C., Baron M.,
Grasland C., Lambert N., de Ruffray S.,
Zanin C.

Imprimé par UMS RIATE CNRS 2414 et UMR
Géographie-cités CNRS 8504



MAILLAGES TERRITORIAUX ET REPLIS IDENTITAIRES : ENJEUX ET DÉCLINAISONS DE L'IDENTITÉ ETHNO- RÉGIONALE SUR LA SCÈNE POLITIQUE CAMEROUNAISE

Erick SOURNA LOUMTOUANG

Alain Hugues OBAME

CNE/MINRESI – (Cameroun)

Contact : ericksourna@yahoo.com

Mots clés : altérité ; identité ; ethnie ; intégration nationale ; alternance politique.

Introduction

Autrui est-il un alter ego ou un individu à combattre ? Cette question est essentielle et structurante à la fois. Elle renseigne sur le fait que penser et se représenter l'altérité n'a jamais été une chose aisée au cours de l'histoire. Le rapport à elle s'est toujours décliné en termes de pluralité identitaire, de hiérarchie, de conflit, et même de collaboration. De façon spécifique, le concept d'altérité interroge dans l'espace politique camerounais la manière de se penser et de se représenter l'autre dans sa mêmeté ou sa différence. Ainsi, la notion d'altérité renvoie à une distinction anthropologiquement et philosophiquement originaire et fondamentale, celle entre le même et l'autre, qui comme l'un et le multiple fait partie des « meta-catégories » de la pensée de l'être » Au Cameroun, cette réalité est construite autour de déterminants sociologique, anthropologique, géographique et humains et dans une certaine mesure historique. Ces différents déterminants sont de façon concrète l'ethnie, la région d'origine, la langue, l'histoire des peuples dans leurs interactions. Aussi, l'espace national est-il

compartimenté en fonction de ces différents facteurs. Il s'agit par exemple du duopole Nord-Sud, qui subodorerait une navette du pouvoir présidentiel entre ces deux points cardinaux du triangle national. Il existe également selon cette configuration un Ouest et un Littoral qui joueraient un rôle d'arbitre ou d'allié du Nord ou du Sud. Cette caricature de la répartition du pouvoir à l'échelle nationale pose deux problèmes fondamentaux. D'une part, cette façon de concevoir et de penser l'altérité se base sur une construction savante mais artificielle d'une homogénéité sociographique inexistante dans ce que l'on appelle le Nord et le Sud. Deuxièmement, elle exclut dans un schème de transfert du pouvoir présidentiel l'ouest et le littoral. La présente réflexion qui se situe à la confluence de l'histoire politique, de la sociologie politique et de l'histoire des mentalités se propose de réfléchir sur ces différentes questions dans une optique pluridisciplinaire. La logique argumentative se construit alors à travers les axes de réflexion suivants : l'analyse historique du processus de construction et de représentation de l'altérité sur la scène politique camerounaise en relation avec la fonction présidentielle des indépendances à nos jours. L'examen des causes et des conséquences de la représentation de l'altérité dans une dimension « stigmatisante » comme indicateur d'un problème d'intégration nationale.

1. De la construction d'une identité ethno-régionale au Cameroun depuis les indépendances

Le Cameroun compte plus de 250 groupes ethniques. Ce pluralisme pourrait être analysé à deux niveaux. Premièrement, la diversité pourrait symboliser une richesse. D'un autre point de vue, elle pourrait être perçue comme un casse-tête en ce qui concerne le management de ces différences, dans un contexte de construction nationale. La gestion de cette diversité culturelle aura constitué depuis les indépendances le cheval de bataille des dirigeants camerounais. Le président Ahmadou Ahidjo (1960-1982) et son successeur le président Paul Biya (1982- à nos jours) ont essayé chacun en ce qui les concerne de parfaire cet objectif de construction de l'unité nationale. Lorsqu'on analyse la manière

avec laquelle ils ont porté ce projet, on se rend très vite compte que parfois et très souvent, ce projet aura fait émerger des micro-nationalismes régionaux, dont les indices sur la scène politique camerounaise se présentent comme une sorte de réductionnisme des différences socioculturelles camerounaises en grands groupes ethno-régionaux. D'où le bien-fondé de s'intéresser aux origines de l'instrumentalisation des identités ethno-régionales sur la scène politique camerounaise.

Les identités ethniques au Cameroun sont des données historiques. Mais, la manière dont elles sont « managées », manipulées et instrumentées par le ou les pouvoirs politiques peut contribuer à faire d'elles des éléments subjectifs de gouvernance de sorte à créer des logiques partisans au sein d'une société. C'est ce que Luc Sindjoun appelle la détermination mythique de l'action sociale. Pour lui, celle-ci est constituée par le « poids des idéologies fondées sur des faits qui permettent une construction des réalités et des rapports entre agents sociaux éclairant les actes des groupes et déterminant la configuration de la société » (Sindjoun, 1996). De ce point de vue, on constate que les identités font partie des éléments qui ont contribué pendant la période coloniale à établir une différenciation entre groupes ethniques, une stratification socio-raciale qui dans la période des indépendances s'est muée en fondement hégémonique de domination d'une ethnie sur une autre. Après l'indépendance du Cameroun, la manipulation des identités par le président Ahidjo a contribué à forger l'image d'un Cameroun constitué du duopole Nord-Sud. Si globalement le découpage administratif du territoire intervenu avec la révision constitutionnelle du 2 juin 1972 donnait l'impression d'une diversité à travers 7 régions (Le Nord, le Centre-Sud, L'Est, le Littoral, L'Ouest, Le Nord-Ouest et le Sud-Ouest), les deux dernières provinces sont issues respectivement de l'ancien Cameroun britannique. Celles-ci, à l'issue du référendum d'octobre 1961, ont décidé de s'unir au Cameroun sous administration française. Il apparaît néanmoins certain que le maillage du territoire aura contribué à donner naissance à des identités ethno-régionales au Cameroun.

Dans l'imaginaire du président Ahidjo, le Cameroun est constitué de deux parties à savoir le Nord et le Sud. Cette représentation du pays tire en grande partie sa signification du contexte colonial. Pour Emmanuel Yenshu Vubo, « la définition de l'ancienne région du Nord Cameroun comme « Fulbé et musulman » fut l'œuvre des autorités coloniales qui ont par la même occasion décidé de ne pas prendre en compte sa diversité culturelle et la majorité Kirdi. Cette carte est reprise par Ahidjo qui l'a joué à fond jusqu'à ce qu'elle devienne la réalité » (Yenshu Vubo, 2009). Ce processus de construction et de structuration de l'action politique sur la base des représentations ethno-régionales aura généré au sein de l'espace social un système de représentations complexes qui ne se départi guère de préjugés.

Ainsi, Les différentes identités sur la scène politique camerounaise ont été construites en partie sur la base des préjugés liées aux différents groupes ethno-régionaux. Ainsi, plusieurs éléments subjectifs ont permis de fabriquer l'image de l'homme du Nord ou « wadjjo » (Adder Gwoda, 2012), et celui de l'homme du Sud ou « Gadamayo ». En ce qui concerne l'homme du Nord, il est identifié à travers plusieurs habitudes culturelles (habitudes vestimentaires, degré d'instruction, l'islam). Ces stéréotypes, même si fondés sur des images figées de la société du Nord Cameroun, ont encore pignon sur rue au Cameroun.

Or, en analysant de près la société du Nord Cameroun on retrouve en son sein plusieurs contradictions. Il existe par exemple entre le groupe ethnique Peul et le groupe social *Kirdi*¹¹ un énorme contentieux historique car les premiers ont dominé et asservi les seconds pendant la période précoloniale et coloniale. En ce qui concerne le « grand Sud » où vivent les *Gadamayo*¹², il convient de dire que son hétérogénéité est plus marquée. Au sein de cet ensemble géographique, il y'a le groupe *béti* qui dans le découpage administratif qui survient en 1984 occupe les provinces du Centre-Sud et L'Est. On retrouve également dans cette partie le peuple Sawa qui est localisé dans le littoral et le Sud-Ouest. A

¹¹Populations païennes, animistes ou chrétienne du Nord Cameroun par opposition au groupe musulman Peul

¹²Littéralement de l'autre côté de la rive en langue peule. Ce mot est utilisé par les nordistes pour désigner toutes les populations du sud Cameroun.

l'Ouest et au Nord-Ouest on retrouve les peuples des grassfield notamment les Bamiléké, les Bamoun, Tikar, etc. Néanmoins, dans l'imaginaire de la population du Nord, tous les « Gadamayo » seraient pareils. Cette image assez simpliste et caricaturale de la société Camerounaise a donné naissance au mythe de l'axe Nord-Sud qui subodorerait une navette du pouvoir entre le Nord et le Sud du pays. Cependant, comme nous l'avons mentionné plus haut, il y'a au sein de ces deux grands ensembles régionaux que nous qualifions de simplistes, de grandes contradictions qui ont favorisé l'émergence d'autres identités pendant la période de l'avènement de la démocratie au début des années 1990. En effet, au sein du grand sud, on note l'émergence à l'Ouest du couple Anglo-Bamiliké. La naissance d'une coalition entre les Anglophones (populations de l'ex Cameroun britannique et les Bamiléké au sein du SDF dans les années 90 a donnée naissance à cette pseudo identité. Dans l'opinion publique nationale ces deux groupes sont des contestataires.

2. Logiques politico-institutionnelles de gouvernance territoriale sur la base des replis ethno-identitaires au Cameroun

Cette partie vise à démontrer qu'il existe un déterminisme politico-institutionnel qui normalise une gouvernance de type ethno-régionale sur le plan institutionnel au Cameroun. La gestion de la chose publique sur un fond de repli identitaire s'appuie dans ce cas sur la Constitution et sur des règlements formalisant la politique d'équilibre régional (Kampoer Kampoer, 2011).

Longtemps informelle, la politique de l'équilibre régional est marquée du sceau de la légalité par l'entrée en vigueur du décret 82/407 du 07 septembre 1982 et par l'Arrêté N010467/MFP/DC du 04 octobre 1982. Concrètement l'équilibre régional désigne dans le contexte Camerounais, l'équation d'équilibrage au sein de l'appareil d'Etat et plus précisément dans les fonctions électives, nominatives, les emplois civils et militaires des différents groupes régionaux du Cameroun. Ce dosage ethno-régional aurait pour principal objectif de mettre en exergue une politique d'inclusive

nationale qui favoriserait la représentativité des différents groupes ethniques au sein de l'appareil de l'État. En effet, si débat existe sur le bien-fondé de cet équilibre dans un contexte de démocratie et de soucis d'équité nationale, il apparaît que ce schéma d'équilibre reste d'actualité. Pour aller plus loin, l'arrêté cité plus haut dispose en ses articles 1 et 2 que :

Article 1 : Le présent arrêté fixe en application du décret du 07 septembre 1982 susvisé, les quotas de places réservées aux originaires de chaque province ainsi qu'aux anciens militaires sans distinction d'origine, candidats aux concours administratifs d'entrée aux différentes catégories de la Fonction publique et aux concours donnant accès aux établissements nationaux de formation

Article 2 : Compte tenu de l'importance démographique et du taux de scolarisation de chaque province, les quotas de place réservés aux candidats originaires de chacune d'elles ainsi qu'aux anciens militaires, sont arrêtés comme suit: Centre-Sud:19 %; Est 4%; littoral : 12%, Nord : 30% ; Nord-ouest 13% ; Sud-ouest : 8% ; anciens militaires : 2%.

Sur le plan politique, le professeur Franklin Nyamsi, démontre que autant le parti au pouvoir que les partis d'opposition « jouent la carte de la manipulation du fait tribal », et ne peuvent gagner que dans des endroits précis du territoire selon le « vote de sang ». Pour lui « La pseudo-politique de l'équilibre régional est le cache-sexe des tribalismes d'État successifs organisés sous les régimes Ahidjo et Biya ». Par conséquent, même avec sa vocation de parti national, le RDPC gagne difficilement voire presque jamais dans les bastions Bassa, Bamoun, le "septentrion" acquis à l'UNDP et la zone anglophone version SDF. Jean Njoya en donne la confirmation lorsqu'il analyse la question à partir des résultats des élections de 1997 (Njoya, 2002).

3. Maillages territoriaux emprunts de replis identitaires et construction des mentalités

On peut relever deux incidences dues à la gouvernance de l'espace sur la base de l'origine ethnique : la redistribution des postes de responsabilité tribulaire des résultats des élections et les découpages des circonscriptions électorales sont réalisés en considération du fait qu'il y a moins de circonscriptions dans ces zones réputées moins favorables au parti au pouvoir.

A force de calquer sa gouvernance des territoires sur les logiques identitaires, les populations ont fini par croire en l'objectivité de ce type de maillage. Par conséquent, dans les imaginaires sociaux, certaines implications sociopolitiques se sont développées et enracinées :

- la culture systématique des memoranda comme technique objective et légitime de réclamation des bienfaits (Mouiche, 2011 ; Houli Fendjougue, 2006),

- le vote majoritairement affectif, ou vote communautaire (Menthong, 1999) ou vote de sang (Sindjour). Précisons juste que « Bien entendu, l'affinité électorale ne surgit pas dans le vide : elle est favorisée (ou défavorisée) par des conditions historiques et sociales. Il faut donc une certaine constellation de facteurs historiques et sociaux pour que s'actualise une affinité électorale » (Côté, 2008),

- une réticence, une confrontation ou un refus d'hospitalité envers certains administrateurs (préfet/gouverneur) issus de certaines ethnies jugées hostiles. Exemple, le cas du gouverneur de la province du sud à la fin des années 1990. Originaire de la partie anglophone, il a été 'rejeté' par les élites du Sud et les populations locales. (Ateba Eyene, 2008).

Enfin, en ce qui concerne les Bamilékéés, ils ont au sein de l'opinion camerounaise un ensemble de préjugés. Premièrement, ils sont considérés comme des personnes avares. Le dynamisme de cette

communauté aura contribué à les considérer comme des envahisseurs d'où dans certaines régions des actes xénophobes à leur égard.

Conclusion

Au final, les maillages du territoire camerounais devraient dépasser les représentations ethno-régionales pour construire une citoyenneté nationale. Ce serait une forme de déconstruction des représentations mentales de l'altérité sur la scène politique camerounaise qui permettrait d'aboutir à une véritable citoyenneté nationale et à une revitalisation du champ politique et par là du processus démocratique. Si le risque d'une confrontation violente entre différences tendances régionales fait partie d'une probabilité lointaine, il ne faudrait néanmoins pas exclure ce cas de figure.

Références bibliographiques

CÔTÉ L. (2008), *L'État démocratique, Fondements et défis*, 2^e édition, Québec, Presses de l'Université de Québec.

GWODA A. A. (2012), l'identité Wadjo ou penser l'interculturalité d'une région hétérogène comme fondement du développement, *In : Adder Bal Gwoda et Alawadi Zelao, Le Nord Cameroun à l'épreuve des pluralismes*, Paris, L'Harmattan.

KAMPOER K. (2011), Les bruits de listes dans la capitale: résultante de la malsaine politique de l'équilibre régional au Cameroun, *in CJDHR*, vol. 5 n° 2, p.97.

SINDJOUN L. (1996), le Champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs, et stabilité hégémonique de l'État, *In G. Courade (dir.), Le Cameroun dans l'entre-deux*, Paris, Karthala.

YENSHUVUBO E. (2009), Discours asymétrique et dissymétrie dans les relations intercommunautaires au Cameroun, *In Alpha Ousmane Barry, Discours d'Afrique*, Presse Univ. Franche-Comté, 326 p.